

Le sionisme est un mouvement visant le retour des Juifs sur la terre de Sion (Jérusalem, capitale de l'état hébreu de l'Antiquité) dont ils ont été chassés par les Romains. L'objectif, pour les Juifs se réclamant du sionisme, est la fin de l'exil et la création d'un foyer national juif.

Le sionisme se développe au 19ème siècle parmi les Juifs d'Europe centrale et orientale en réaction à l'antisémitisme. Le retour en terre biblique de Sion après des siècles d'errance et de persécution, devient un objectif pour un certain nombre de Juifs. Theodor Herzl, journaliste juif austro-hongrois, est l'un des premiers concepteurs d'un État juif autonome et le théoricien de la démocratie israélienne. Il conçoit un État dans lequel Juifs et non-Juifs disposent à égalité des droits fondamentaux. Après la déclaration Balfour, en 1917, en faveur de l'établissement d'un foyer juif en terre de Sion, des Juifs commencent à s'installer en Palestine ottomane.

Après la dislocation de l'empire ottoman, la Palestine est placée sous mandat britannique en 1920. L'extermination de 6 millions de Juifs d'Europe au cours de la deuxième guerre mondiale accélère le processus d'immigration pour les survivants.

Le plan de partage, voté par L'ONU après la guerre (un État juif, un État arabe), met fin au mandat britannique et aboutit à la création de l'État d'Israël en 1948 mais l'État arabe est rejeté par la plupart des Palestiniens qui se sentent dépossédés.

Les premiers kibboutz (kibboutzim) israéliens, communautés de production et de vie, créés par des Juifs d'origine russe ou polonaise appartenant au courant socialiste du sionisme, concrétisent un idéal révolutionnaire de partage. Sous l'emprise économique libérale israélienne, ils disparaissent peu à peu.

Par ailleurs, le conflit israélo-palestinien s'enracine, chaque partie défendant une cause qu'elle estime juste. La paix, dans cette région, n'est jamais durable.

Un sionisme dit « de gauche » milite pour 2 États dans des frontières sûres, pour l'un, comme pour l'autre.

En France, en 1944, les résistants de la section juive clandestine de la M.O.I., n'adhèrent pas au projet sioniste mais, à l'approche de la Libération, ils aspirent au rétablissement de la République et à la paix. Les militants de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) soutiennent la création de l'État d'Israël en 1948 mais défendront, et continuent de défendre, leurs convictions universalistes démocratiques.

Le terme « sionisme » est source de confusion et recouvre plusieurs réalités.

Il est couramment employé, de nos jours, par les opposants à la politique du gouvernement israélien, dans le sens d'expansionnisme colonial, bien loin du projet sioniste d'origine.

L'antisionisme radical se concrétise par la négation de l'État d'Israël et l'appel à sa destruction.

Références :

— Bensoussan Georges, 2002, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme – 1860-1940*. Ed. Fayard.

— Herzl Theodor, 1994, *Journal 1895-1904*. Ed. Calmann-Lévy.

<https://museemrjmoi.com>